



**DIRECTION GÉNÉRALE  
DES INTERVENTIONS SANITAIRES ET SOCIALES**

DIRECTION DE L'AUTONOMIE

**ARRÊTÉ**

de tarification et de fixation de la dotation annuelle  
au titre de l'année 2023  
du SAAD ARZON CCAS  
SIRET : 26560101300039

2023 - 102

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

- VU Le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.3221-9 relatif aux compétences du président du conseil départemental en matière d'action sociale ;
- VU Le code de l'action sociale et des familles et notamment en ce qui concerne les établissements et services sociaux et médico-sociaux :
- l'article L. 312-1 relatif aux établissements et services visés,
  - l'article L. 313-1 relatif à leur autorisation,
  - les articles L. 313-11 à L.313-12-1 relatifs aux contrats ou conventions pluriannuelles,
  - les articles L.314-1 à L.314-13 relatifs aux dispositions financières applicables,
  - les articles R. 314-1 à R. 314-149 relatifs à leur gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de leur financement et de leur tarification ;
- VU Le schéma départemental de l'autonomie 2023-2028 adopté par le Conseil départemental le 16 décembre 2022 ;
- VU L'arrêté portant autorisation du SAAD ARZON CCAS ;
- VU La délibération de l'assemblée départementale du 13 décembre 2019 réformant le modèle d'allocation des ressources des services d'aide à domicile prestataires ;
- VU La délibération du Conseil départemental du Morbihan en date du 16 décembre 2022 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses des services et établissements de personnes âgées tarifés pour 2023 ;
- VU Le règlement départemental d'aide sociale et notamment ses points C.1.1.4, C.3.2.2 et D.1.1.4 ;
- VU Le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens CCAS d'Arzon - département du Morbihan et ses avenants éventuels ;

- VU La prévision d'activité pour les prestations relevant d'un financement du département au titre de l'APA, de la PCH et de l'aide-ménagère, présenté par le SAAD ARZON CCAS pour l'année 2023 ;
- VU L'activité effectuée pour les prestations relevant d'un financement du département au titre de l'APA, de la PCH et de l'aide-ménagère, présenté par le SAAD ARZON CCAS pour l'année 2022;

### **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – En application du CPOM susvisé, le tarif horaire de 23,00 € TTC mentionné au I de l'article L. 314-2-1 du code de l'action sociale et des familles est appliqué à la tarification des interventions du SAAD ARZON CCAS. Pour les heures financées par le département au titre de l'APA, de la PCH ou de l'aide-ménagère, ce tarif sert de référence :

- A la valorisation des plans d'aide ou de compensation,
- Au calcul de la prise en charge financière du département via les plans d'aide et de compensation,
- Au calcul de la participation légale des bénéficiaires de l'APA,
- A la facturation mensuelle des interventions par le service prestataire aux bénéficiaires et au département.

**ARTICLE 2** – A compter du 1er janvier 2023, le tarif horaire du SAAD ARZON CCAS signataire du CPOM visé ci-dessus est fixé à **28,24 € TTC** dont 4,47 € au titre des mesures salariales.

Ce tarif horaire sert de base de calcul de la prise en charge des autres départements au titre des interventions qu'ils financent au titre de l'APA, de la PCH ou de l'aide-ménagère.

### **ARTICLE 3 – dotation de fonctionnement :**

Le tarif horaire fixé à l'article 2 sert également de base de calcul de la dotation prévisionnelle du service dans le cadre de la contractualisation pluriannuelle avec le département. Cette dotation valorise l'activité du SAAD au titre de l'APA, de la PCH ou de l'aide-ménagère.

#### **A – Dotation prévisionnelle 2023**

Sur la base de l'activité prévisionnelle déclarée par le SAAD pour l'année 2023, dont le montant prévisionnel s'élève à 69 168,00 €.

Cette dotation est versée à hauteur de 100,00 %, soit un montant de **69 168,00 €**.

#### **B – Régularisation de la dotation prévisionnelle 2022**

Au vu de l'activité effectuée par le SAAD pour l'année 2022, la dotation prévisionnelle versée au titre de 2022, fait l'objet d'une régularisation d'un montant de **38 224,88 €**.

#### **C- Versement de la dotation prévisionnelle 2023 et régularisation 2022**

Un montant total de **107 392,88 €** est versé comme suit :

##### **a) - Dotation au titre du maintien de tarif : 16 564,88 €**

- APA prestataire : **13 583,20 €**
- Aide-ménagère au titre de l'aide sociale aux personnes âgées : **496,95 €**
- PCH prestataire : **2 153,43 €**
- Aide-ménagère au titre de l'aide sociale aux personnes handicapées : **331,30 €**

##### **b) – Dotation au titre de l'impact des mesures salariales : 90 828,00 €**

Total dotation : prestations aux personnes âgées : **77 203,80 €**

Total dotation : prestations aux personnes handicapées : **13 624,20 €**

**ARTICLE 4** – Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nantes, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié, ou de sa publication pour les autres personnes, conformément aux dispositions de l'article 36 du décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié.

**ARTICLE 5** – Le directeur général des services départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sous forme électronique sur le site internet du département ([www.morbihan.fr](http://www.morbihan.fr)).

à VANNES, le **27 FEV. 2023**

Le Président du Conseil départemental

  
David LAPPARTIENT